

Le Programme spécial d'aide à l'Afrique du Commonwealth est issu des discussions qui avaient eu lieu à la réunion des premiers ministres du Commonwealth en 1960. L'aide canadienne à l'Afrique du Commonwealth s'est progressivement élargie; elle ne consiste plus exclusivement à fournir de l'assistance technique et des services d'enseignement, mais elle englobe divers projets d'immobilisations et des sondages en vue d'effectuer des investissements. Si à l'origine les efforts étaient centrés sur l'Afrique occidentale, les projets dans les domaines de l'énergie, des transports, des communications, de l'agriculture et de la planification économique entrepris depuis un certain temps dans les pays en voie de développement du sud et de l'est de l'Afrique ont rétabli l'équilibre. De 1960 à mars 1973, le Canada a contribué pour 264 millions de dollars aux programmes d'aide bilatérale au développement. En 1972-73, il a alloué 48.8 millions de dollars à l'Afrique du Commonwealth plus 10 millions au Nigéria pour l'achat de locomotives. En janvier 1972, il y avait dans le cadre du programme d'assistance technique 352 conseillers et enseignants canadiens sur place qui avaient des contrats avec l'ACDI, et 383 Africains recevaient une formation au Canada. Parmi les projets d'envergure actuellement en cours, on peut citer le programme d'aménagement hydro-électrique sur la Volta au Ghana, les projets en télécommunications, transports et construction d'écoles au Nigéria, l'expansion et la modernisation des ports en Tanzanie et au Kenya, le nouveau système d'adduction d'eau de Dar-es-Salaam en Tanzanie, le projet de production d'énergie électrique au Botswana, les relevés de ressources au Kenya et l'aide à l'enseignement technique et professionnel en Zambie.

Programme des Antilles du Commonwealth. Après la dissolution en 1962 de la Fédération des Antilles britanniques, le Canada a poursuivi le programme d'aide économique et technique qu'il avait lancé en 1958 lors de la formation de la Fédération. Dans le cadre du programme les Antilles du Commonwealth ont reçu de la part du Canada plus d'aide par habitant que toute autre région du globe. Les allocations d'aide bilatérale de près de 165 millions de dollars accordées par le Canada depuis 1964, y compris les 19.1 millions en 1972-73, ont permis d'exécuter divers projets: ponts, systèmes d'aqueducs, équipement d'hôpitaux et enquête globale sur les transports en Jamaïque; relevé aérien, équipement d'hôpitaux et programme soutenu d'électrification rurale à Trinité et Tobago; système d'aqueducs, études sur les transports au sol, relevé aéromagnétique et deux programmes topographiques, quatre avions, un hangar, de l'équipement pour la radio et la navigation aérienne et d'autres formes d'aide à l'aviation civile en Guyane; expérience prometteuse d'utilisation de la canne à sucre pour l'alimentation des bovins et ambitieux programme d'adduction d'eau à la Barbade; six programmes d'adduction d'eau, quatre programmes de modernisation des aéroports et une étude de l'industrie de la banane dans les îles Sous-le-Vent et du Vent; matériel de lutte contre les incendies de forêt, tour de contrôle pour l'aéroport et plusieurs projets d'assistance technique à Belize; construction de nouvelles écoles dans toute la région; et construction dans plusieurs îles de bâtiments pour l'Université des Antilles. En janvier 1972, toujours dans le cadre du programme d'assistance technique, 319 Antillais recevaient une formation en agriculture, génie, pêche, sylviculture et médecine au Canada et 164 enseignants et experts-conseils canadiens travaillaient dans les Antilles.

Le Programme des bourses d'études du Commonwealth, créé en 1958 pour permettre aux étudiants prometteurs des pays du Commonwealth d'étudier dans d'autres pays membres, avait pour but d'enrichir la vie intellectuelle des pays participants et d'assurer une chance égale à chacun de parvenir au plus haut niveau d'instruction. La Grande-Bretagne fournit la moitié des 1,000 bourses d'études accordées chaque année et le Canada, le quart. Depuis 1969, l'administration du programme est assumée par l'Association des universités et collèges du Canada, mais les fonds sont accordés par l'ACDI. En janvier 1973, 227 étudiants étaient bénéficiaires d'une bourse, et les dépenses réelles se chiffraient à 1.4 million de dollars.

Depuis 1965, le Canada offre également dans le cadre de ce même programme des bourses de recherches et de séjour. Des éducateurs d'autres pays du Commonwealth sont invités à faire un séjour dans une université ou autre établissement d'enseignement du Canada pour y effectuer des recherches dans leur domaine de spécialisation.

Fonds du Commonwealth pour la coopération technique. Mis sur pied en avril 1971 à la suite d'une Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth et administré par le Secrétariat du Commonwealth, ce Fonds a pour objet de fournir de l'aide multilatérale sous la forme de services de consultation en planification économique et dans d'autres domaines connexes. Un deuxième objectif est d'organiser le système de formation en «tiers pays» grâce